

# Vie de la profession

>> Santé publique

>> L'AUTEUR

Valérie DUPHOT

Rédactrice permanente de la DV

## Sécurité sanitaire : le SNISPV tire la sonnette d'alarme, Bruxelles menace

Alors que la Commission de Bruxelles menace d'interdire les ventes de volailles françaises dans les pays de l'Union européenne, invoquant la clause de sauvegarde, le SNISPV\* rappelle que les services vétérinaires, aujourd'hui exsangues, ne peuvent plus faire face à la situation. Le gouvernement semble rester indifférent aux arguments de sécurité sanitaire.

Des contrôles réalisés dans des abattoirs de volailles français par des inspecteurs de l'Office alimentaire et vétérinaire européen (OAV) ont poussé la Commission de Bruxelles à menacer la France d'interdire la vente de volailles françaises dans les pays de l'Union européenne. L'OAV a en effet compté une vingtaine d'inspecteurs vétérinaires équivalents temps plein au lieu des 120 prévus par les règlements.

En application de la clause de sauvegarde, la France doit donc remettre à niveau ses effectifs d'inspecteurs vétérinaires.

Suite à la menace de Bruxelles, le ministère de l'Agriculture a mobilisé des renforts d'inspecteurs. « Les services vétérinaires sont aujourd'hui exsangues et ne disposent plus d'aucune marge suffisante de redéploiement des effectifs pour faire face à la situation », indique le SNISPV\*.

### L'économique prime sur le sanitaire

Notre confrère Benoît Assemat, président du SNISPV, souligne que « cela fait dix ans que le syndicat tire la sonnette d'alarme au sujet du déficit des contrôles officiels en dénonçant la fragilisation croissante de nos effectifs et la catastrophe potentielle qui menace ».

Le SNISPV a attiré, en vain, l'attention du ministère de l'Agriculture en mettant en avant les risques sanitaires qu'une carence entraîne pour les consommateurs. « Il a fallu que Bruxelles brandisse l'argument économique d'une interdiction des ventes de volailles françaises pour que le gouvernement, jusqu'alors indifférent aux arguments de sécurité sanitaire, se décide à réagir », explique Benoît Assemat.

### Beaucoup d'abattoirs sont non conformes

En ce qui concerne les abattoirs de porcs, bovins et ovins, la situation n'est pas meilleure. Beaucoup ne sont pas en conformité et devraient cesser de fonctionner. « Là aussi, les critères économiques priment sur les règles de sécurité », insiste Benoît Assemat. « Dans ces abattoirs, on note des manquements aux pratiques d'hygiène, avec des carcasses souillées lors des mani-

Notre confrère Benoît Assemat (président du SNISPV) souligne que « cela fait dix ans que le syndicat tire la sonnette d'alarme au sujet du déficit des contrôles officiels en dénonçant la fragilisation croissante de nos effectifs et la catastrophe potentielle qui menace ».



pulations. C'est particulièrement préoccupant pour les viandes destinées à des filières de transformation longues, comme les viandes hachées.

Depuis 2008, entre les deux tiers et les trois quarts des agents travaillant dans les directions départementales des services vétérinaires partant à la retraite ne sont pas remplacés. Pour ce qui concerne les inspecteurs en santé publique vétérinaire, dont 30 à 40 prendront chaque année leur retraite à partir de 2018, le SNISPV considère que le recrutement actuel de 5 à 8 ISPV par an ne permet pas de préparer les services de l'Etat aux enjeux futurs en matière de sécurité sanitaire.

### Evolution suicidaire des effectifs

« Compte tenu de la pyramide des âges de la profession, il s'agit d'une évolution suicidaire alors que le domaine sanitaire devrait représenter une mission émergente et, à ce titre, échapper à la politique générale des réductions du nombre de fonctionnaires », déclare le président du SNISPV.

La mise en place en 2010 d'un nouveau dispositif de pilotage et de coordination sera confiée aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Il pourrait remettre en cause la chaîne de commandement directe nécessaire à l'exercice de l'autorité sanitaire. Le SNISPV plaide pour la création d'une agence chargée de coordonner la gestion des risques sanitaires, notamment dans les abattoirs. ■

\*SNISPV : Syndicat national des inspecteurs en santé publique vétérinaire.